

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

19 octobre 2021

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

**relative à la crise humanitaire et  
sécuritaire en Afghanistan**

(déposée par M. Guillaume Defossé,  
Mme Eva Platteau et consorts)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

19 oktober 2021

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**betreffende de humanitaire crisis en  
veiligheids crisis in Afghanistan**

(ingediend door de heer Guillaume Defossé,  
mevrouw Eva Platteau c.s.)

---

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En août 2021, les talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan. En peu de temps, ils ont pris le contrôle de presque toutes les villes cruciales, y compris la capitale Kaboul, le 15 août. Quelques temps auparavant, le président afghan Ashraf Ghani avait déjà quitté le pays. Cette prise de contrôle a suivi l'annonce, par le président américain Joe Biden, du retrait des troupes américaines, ainsi qu'une décision similaire de l'OTAN. Le 31 août, les dernières troupes américaines ont quitté le pays, mettant fin à vingt ans de présence militaire américaine en Afghanistan et à quarante ans d'interventions étrangères.

Pendant la Guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique se sont tous deux fourvoyés en Afghanistan. Le 27 avril 1978, un coup d'État communiste a eu lieu en Afghanistan, mettant un coup d'arrêt au régime de Mohammed Daoud Khan. L'Union soviétique a alors pris pied en Afghanistan. Le coup d'État militaire a fait de Nour Muhammad Taraki le président, jusqu'à ce que son bras droit, Hafizullah Amin, prenne le pouvoir, le 14 septembre 1979. Au milieu de cette lutte de pouvoir interne, une résistance populaire a été violemment écrasée par le régime.

Le régime répressif a conduit à la révolte des moudjahidines. Bien que le régime ait bénéficié de longue date du soutien militaire de l'Union soviétique, la résistance islamique tenait bon. Le 25 décembre 1979, l'Union soviétique a envahi le pays avec des chars et des avions de chasse. En quelques jours, des dizaines de milliers de soldats soviétiques sont entrés en Afghanistan. Les États-Unis ont immédiatement réagi en fournissant des armes aux rebelles. L'opération militaire soviétique n'aurait dû durer que quelques semaines, mais elle s'est transformée en une occupation de dix ans. L'Afghanistan est devenu le théâtre d'une reprise sans précédent de la Guerre froide. Le 14 avril 1988, l'Afghanistan, l'Union soviétique, le Pakistan et les États-Unis ont signé l'accord de Genève. L'Armée rouge s'est retirée, laissant un Afghanistan dévasté, avec plus d'un million de morts afghans et une population déchirée.

Après le retrait, dans le contexte d'un vide du pouvoir et de la présence massive d'armes, une guerre civile a éclaté entre différentes factions. À partir de 1994, les talibans ont rapidement progressé. En 1996, ils ont pris le pouvoir à Kaboul. Les talibans ont gouverné selon leur interprétation violente de la charia. Les filles n'étaient pas autorisées à aller à l'école, les femmes n'avaient pas le

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

In augustus 2021 grepen de Taliban opnieuw de macht in Afghanistan. In een kort tijdsbestek kwamen nagenoeg alle cruciale steden in handen van de Taliban, zo trokken ze op 15 augustus de hoofdstad Kabul in. Eerder had de Afghaanse president Ashraf Ghani het land reeds verlaten. Deze overname volgde na de aankondiging van Amerikaans president Joe Biden om de Amerikaanse troepen terug te trekken en hetzelfde besluit van de NAVO. Op 31 augustus zijn de laatste Amerikaanse troepen vertrokken uit het land. Hiermee is een einde gekomen aan twintig jaar Amerikaanse militaire aanwezigheid in Afghanistan en veertig jaar buitenlandse interventies.

Tijdens de Koude Oorlog hebben zowel de Verenigde Staten als de Sovjet-Unie zich verslikt in Afghanistan. Op 27 april 1978 vond in Afghanistan een communistische staatsgreep plaats. Dit betekende het einde van het bewind van Mohammed Daoud Khan. De Sovjet-Unie kreeg nu vaste voet in Afghanistan. Door de militaire coup werd Nur Muhammad Taraki president tot zijn rechterhand Hafizullah Amin op 14 september 1979 de macht greep. Te midden van deze interne machtsstrijd was er verzet van de bevolking dat gewelddadig werd neergeslagen door het regime.

Het repressief bewind leidde tot de opstand van de moedjahedien. Militaire steun aan het regime kwam al lange tijd vanuit de Sovjet-Unie, maar het islamitische verzet hield stand. Op 25 december 1979 viel de Sovjet-Unie met tanks en straaljagers het land binnen. Op enkele dagen trokken tienduizenden Sovjetsoldaten Afghanistan binnen. De Verenigde Staten reageerden direct met wapenleveringen aan de rebellen. De militaire operatie van de Sovjet-Unie had slechts enkele weken moeten duren, maar groeide uit tot een bezetting van tien jaar. Afghanistan werd het terrein van een ongekende ervaring van de Koude Oorlog. Op 14 april 1988 ondertekenden Afghanistan, de Sovjet-Unie, Pakistan en de Verenigde Staten het Akkoord van Genève. Het Rode Leger trok zich terug en Afghanistan bleef verwoest achter met meer dan een miljoen Afghaanse doden en een verscheurde bevolking.

Na de terugtrekking brak, in de context van een machtsvacuüm en de massale aanwezigheid van wapens, een burgeroorlog uit tussen verschillende fracties. Vanaf 1994 maakten de Taliban een snelle opmars. In 1996 grepen deze de macht in Kabul. De Taliban regeerden volgens hun gewelddadige interpretatie van de sharia. Meisjes mochten niet naar school, vrouwen konden niet naar

droit de sortir sans être accompagnées d'un homme, et des châtiments corporels et des exécutions avaient lieu régulièrement. Ces règles, incluant l'interdiction de la musique, de la télévision et de l'éducation moderne, ont été imposées à la population par la force brute.

Tout a changé le 11 septembre 2001, lorsque deux avions détournés ont été précipités sur le World Trade Center à New York. Les attaques ont rapidement été revendiquées par Al-Qaida. Elles ont coûté la vie à trois mille personnes et ont provoqué une onde de choc dans le monde entier. Il est apparu que les attentats avaient été préparés dans des camps d'entraînement en Afghanistan, sous la direction d'Oussama Ben Laden. Les talibans ont refusé de livrer Oussama Ben Laden, le chef d'Al-Qaida. Les États-Unis ont alors commencé à attaquer les talibans. Le 7 octobre 2001, des soldats des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Australie et de l'Alliance du Nord sont entrés en Afghanistan dans le cadre de l'opération "Enduring Freedom".

La Belgique a participé à la coalition internationale en Afghanistan pendant 18 ans. L'objectif était principalement d'aider à constituer des forces de sécurité afghanes. Les forces armées belges ont principalement contribué au *Train, Advise & Assist Command North (TAAC-N)* dans le nord de l'Afghanistan. La mission officielle a pris fin le 17 mai 2021.

Lors de l'avancée rapide et inattendue des talibans à l'été 2021, la Belgique a elle aussi commencé à procéder à des évacuations. L'opération *Red Kite* a permis d'évacuer 1 416 personnes vers la Belgique. Selon les informations les plus récentes, 180 Belges et personnes ayant un lien avec la Belgique sont toujours bloqués en Afghanistan.

Le peuple afghan vit actuellement dans l'incertitude et la peur. Les droits de l'homme sont soumis à forte pression, et l'on craint des persécutions, des actes de violence et de répression, dont on a déjà eu des témoignages récents. Les femmes perdent leurs acquis politiques, sociaux et économiques.

La prise de pouvoir par les talibans va radicalement changer la vie des 38 millions d'habitants de l'Afghanistan. Les talibans mèneront une politique répressive. La haute-commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a déclaré le 24 août 2021, lors d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies sur la situation en Afghanistan, que des informations crédibles font déjà état d'exécutions massives depuis la récente avancée des talibans. Un rapport du 31 août 2021 de Reporters sans frontières, une ONG internationale qui mène des recherches sur la liberté de la presse, montre qu'après seulement deux

buiten zonder de begeleiding van een man en lijfstraffen en executies vonden regelmatig plaats. Deze regels, waaronder ook een verbod op muziek, televisie en modern onderwijs, werden met bruto geweld opgelegd aan de bevolking.

Alles veranderde op 11 september 2001, toen twee gekaapte vliegtuigen in het World Trade Center in New York vlogen. De aanslagen werden al snel opgeëist door Al-Qaida. Bijna drieduizend mensen kwamen om het leven en het veroorzaakte een schokgolf in de wereld. De aanslagen bleken voorbereid te zijn in trainingskampen in Afghanistan, onder leiding van Osama Bin Laden. De Taliban weigerden Osama Bin Laden, de leider van Al-Qaida, uit te leveren. De VS begon als gevolg daarvan met aanvallen op de Taliban. Op 7 oktober 2001 trokken militairen van de Verenigde Staten, het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, Australië en de Noordelijke Alliantie onder de naam "Operation Enduring Freedom", Afghanistan binnen.

België heeft achttien jaar deelgenomen aan de internationale coalitie in Afghanistan. Het doel was vooral om de Afghaanse veiligheidskorpsen mee op te bouwen. De Belgische krijgsmacht droeg vooral bij aan *Train, Advise & Assist Command North (TAAC-N)* in Noord-Afghanistan. De officiële opdracht eindigde op 17 mei 2021.

Tijdens de onverwacht snelle opmars van de Taliban in de zomer van 2021, begon ook België met evacuatie. Door de operatie *Red Kite* werden 1 416 mensen geëvacueerd naar België. Volgens de meest recente informatie zitten nog 180 Belgen en mensen met een Belgische link vast in Afghanistan.

De Afghaanse bevolking leeft momenteel in onzekerheid en angst. De mensenrechten staan sterk onder druk, er wordt gevreesd voor vervolging, geweld en onderdrukking, waarvan reeds recente getuigenissen bekend zijn. Vrouwen zien hun politieke, sociale en economische verworvenheden verloren gaan.

De machtsovername van de Taliban zal het leven van de 38 miljoen Afghaanse inwoners radicaal veranderen. De Taliban zullen een repressief beleid voeren. VN-mensenrechtencommissaris Michelle Bachelet verklaarde op 24 augustus 2021 in een bijzondere zitting van de VN-mensenrechtenraad over de situatie in Afghanistan dat er reeds geloofwaardige meldingen zijn van massa-executies sinds de recente opmars van de Taliban. Een rapport van 31 augustus 2021 van *Reporters Without Borders*, een internationale ngo die onderzoek doet naar persvrijheid, toont aan dat na amper twee weken minder dan honderd vrouwelijke journalisten aanwezig zijn.

semaines, le nombre de femmes journalistes a été réduit à moins de cent. Auparavant, leur nombre s'élevait à sept cents. Ces rapports montrent que la situation des droits de l'homme en Afghanistan se détériore gravement et rapidement.

De nombreuses personnes tentent de fuir. Il est question d'une crise humanitaire de déplacement: entre janvier et juillet 2021, 550 000 personnes ont fui dans leur propre pays; au total, il y a actuellement plus de 3,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Les Afghans formaient auparavant l'une des plus grandes populations de réfugiés au monde. La plupart se trouvent en Iran et au Pakistan, des pays voisins, où 2,2 millions de réfugiés sont actuellement enregistrés.

En raison de la détérioration de la situation sécuritaire en Afghanistan, le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a temporairement suspendu l'évaluation du besoin de protection subsidiaire à l'égard des Afghans. Toutes les décisions concernant les demandes d'asile ultérieures des demandeurs d'asile afghans dont la première demande de protection internationale en Belgique a été rejetée sont également suspendues pour le moment.

Guillaume DEFOSSÉ (Ecolo-Groen)  
Eva PLATTEAU (Ecolo-Groen)  
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)  
Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)  
Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)  
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)  
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)

Voordien waren er zeventhonderd actief. Deze berichten tonen aan dat de mensenrechtensituatie in Afghanistan in een snel tempo ernstig verslechtert.

Veel mensen proberen te vluchten. Er is sprake van een humanitaire ontheemdingscrisis: tussen januari en juli 2021 sloegen 550 000 mensen in Afghanistan op de vlucht in eigen land, in totaal zijn er momenteel meer dan 3,5 miljoen intern ontheemden. Afghanen vormden daarvoor reeds één van de grootste vluchtelingenpopulaties ter wereld. De meesten bevinden zich in buurlanden Iran en Pakistan, waar momenteel 2,2 miljoen vluchtelingen geregistreerd zijn.

Wegens de verslechterde veiligheidssituatie in Afghanistan heeft het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen de beoordeling van de behoefte aan subsidiaire bescherming ten aanzien van Afghanen tijdelijk opgeschort. Alle beslissingen over volgende asielaanvragen van Afghaanse asielzoekers wier eerste verzoek om internationale bescherming in België werd afgewezen, zijn momenteel ook opgeschort.

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'Afghanistan est tombé aux mains des talibans et que cela aura des conséquences négatives graves sur la situation des droits de l'homme dans le pays;

B. vu le chaos qui a caractérisé le retrait militaire d'Afghanistan, en ce compris la coordination de l'évacuation à l'aéroport de Kaboul;

C. vu l'effondrement rapide de l'armée afghane après le retrait militaire;

D. considérant que les pays occidentaux portent une responsabilité dans la crise actuelle et qu'ils ne peuvent donc pas laisser les pays voisins de l'Afghanistan seuls responsables de l'accueil des réfugiés afghans;

E. considérant le coût humain important du conflit depuis 2001, qui a coûté la vie à 46 000 à 71 000 civils afghans, à 66 000 à 69 000 militaires afghans, à 51 000 à 84 000 combattants ennemis, à quelque 2 500 militaires américains, à près de 4 000 employés d'entreprises de sécurité privées américaines et à près de 1 150 militaires d'autres troupes de l'OTAN, et lors duquel près de 20 000 militaires ont été blessés;

F. vu l'énorme coût financier du conflit depuis 2001: entre 1 000 et 2 250 milliards de dollars pour les États-Unis et entre 400 et 500 millions d'euros pour la Belgique;

G. considérant que les interventions militaires ne conduisent presque jamais au développement d'une gouvernance démocratique et à la promotion des droits de l'homme;

H. vu le manque de coordination européenne dans la réponse aux crises humanitaires et sécuritaires;

I. vu le sous-financement systématique des programmes humanitaires internationaux destinés aux réfugiés accueillis dans la région;

J. vu l'appel lancé par la directrice du programme alimentaire mondial pour l'Afghanistan le 23 août 2021 en vue de renforcer d'urgence les moyens financiers;

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat Afghanistan in handen is gevallen van de Taliban en dit ernstige negatieve gevolgen zal hebben voor de mensenrechtensituatie in het land;

B. gelet op de chaotische militaire terugtrekking uit Afghanistan, waaronder de coördinatie voor de evacuatie op de luchthaven in Kaboel;

C. gelet op de snelle instorting van het Afghaans leger na de militaire terugtrekking;

D. overwegende dat Westerse landen een verantwoordelijkheid dragen voor de huidige crisis en derhalve niet uitsluitend de buurlanden van Afghanistan de verantwoordelijkheid kunnen laten dragen voor de opvang van Afghaanse vluchtelingen;

E. gelet op de grote menselijke kost van het conflict sinds 2001, waarbij tussen de 46 000 en 71 000 Afghaanse burgers, tussen de 66 000 en 69 000 Afghaanse militairen, tussen de 51 000 en 84 000 vijandelijke strijders, ongeveer 2 500 Amerikaanse militairen, ongeveer 4 000 werknemers van Amerikaanse particuliere beveiligingsbedrijven, rond de 1 150 militairen van andere NAVO-troepen zijn overleden en ongeveer 20 000 militairen gewond zijn geraakt;

F. gelet op de grote financiële kost van het conflict sinds 2001, waarbij de Verenigde Staten tussen de 1 000 en 2 250 miljard dollar aan kosten heeft gemaakt en België tussen de 400 en 500 miljoen euro;

G. overwegende dat militaire interventies bijna nooit leiden tot de uitbouw van een democratisch bestuur en de bevordering van mensenrechten;

H. gelet op het gebrek aan Europese coördinatie in de reactie op humanitaire- en veiligheids crisissen;

I. gelet op de systematische onderfinanciering van internationale humanitaire programma's voor vluchtelingen die worden opgevangen in de regio;

J. gelet op de oproep van de Afghanistandirecteur van het Wereldvoedselprogramma op 23 augustus 2021 waarin dringend verzocht wordt om meer financiering te voorzien;

K. considérant que le budget du précédent gouvernement afghan dépendait de l'aide internationale à hauteur de 75 %;

L. considérant que, sous le régime des talibans, de nombreux groupes en Afghanistan, comme les Afghans qui ont coopéré avec les Occidentaux, les militants des droits de l'homme, les minorités ethniques, les athées, la communauté LGBTQ, les femmes, les filles et les garçons mineurs, s'exposent à des poursuites ou des représailles;

M. considérant que les États membres de l'Union européenne tiennent trop peu compte du besoin de protection des demandeurs d'asile afghans et que leur attention se porte presque exclusivement sur la lutte contre la migration illégale, ainsi qu'il ressort clairement de la "Déclaration concernant la situation en Afghanistan", rédigée après la réunion des ministres de l'Intérieur de l'Union européenne le 31 mars, qui ne souligne que la nécessité de prévenir la migration illégale en provenance de cette région et de renforcer les capacités de gestion des frontières, et nullement la nécessité de faciliter l'accès à la protection internationale ou au regroupement familial pour les ressortissants afghans;

N. vu le droit fondamental d'asile, protégé par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et le droit fondamental à la protection internationale protégé par le droit européen, appelée "protection subsidiaire", à l'égard des citoyens dont la vie ou la liberté est gravement menacée dans le pays d'origine à la suite de violences arbitraires en cas de conflit armé, international ou interne;

O. vu le droit fondamental au regroupement familial;

P. vu l'absence quasi totale de voies d'accès sûres et légales permettant aux Afghans de demander la protection internationale auprès de l'Union européenne;

Q. considérant que 90 % des réfugiés afghans sont pris en charge dans les pays voisins, l'Iran et le Pakistan;

#### DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'évaluer la participation de la Belgique à l'intervention militaire internationale entre 2003 et 2021 et son retrait, ainsi que la crise humanitaire et alimentaire que traverse l'Afghanistan, et d'organiser un débat avec la Chambre à ce sujet;

2. d'utiliser les recommandations qui en résulteront pour adapter les stratégies, les objectifs et les procédures

K. gelet op het feit dat het budget van de vorige regering in Afghanistan voor 75 % afhankelijk was van internationale hulp;

L. gelet op de vele groepen in Afghanistan die onder het Talibanregime een groot gevaar lopen op vervolging of straffen, waaronder Afghanen die meegewerkt hebben met het Westen, mensenrechtenactivisten, etnische minderheidsgroepen, atheïsten, de LGBTQ-gemeenschap, vrouwen, meisjes en minderjarige jongens;

M. overwegende dat op Europees niveau te weinig rekening wordt gehouden met de behoefte aan bescherming van Afghaanse asielzoekers en dat de aandacht bijna uitsluitend uitgaat naar de bestrijding van illegale migratie; dat dit duidelijk blijkt uit de "Verklaring over de situatie in Afghanistan", opgesteld na de bijeenkomst van de ministers van Binnenlandse Zaken van de EU op 31 maart 2021, waarin alleen melding wordt gemaakt van de noodzaak om illegale immigratie te voorkomen en de grenzen te controleren en niet van de noodzaak om de toegang tot internationale bescherming of gezinshereniging voor Afghaanse mannen en vrouwen te vergemakkelijken;

N. gelet op het fundamenteel recht om asiel aan te vragen, beschermd door het Verdrag van Genève van 28 juli 1951, en het door het Europees recht beschermde grondrecht op internationale bescherming, de zogenoemde subsidiaire bescherming, wanneer het leven of de persoon van een burger in het land van herkomst ernstig wordt bedreigd als gevolg van willekeurig geweld in geval van een intern of internationaal gewapend conflict;

O. gelet op het fundamentele recht op gezinshereniging;

P. gezien het vrijwel volledig ontbreken van veilige en legale toegangswegen tot de Europese Unie om internationale bescherming te zoeken;

Q. gelet op het feit dat 90 % van de Afghaanse vluchtelingen wordt opgevangen in de buurlanden Iran en Pakistan;

#### VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. een evaluatie uit te voeren over de deelname van België aan de internationale militaire interventie tussen 2003 en 2021 en over de terugtrekking en de huidige humanitaire- en veiligheids crisis in Afghanistan, en hierover in debat te gaan met de Kamer;

2. de aanbevelingen van deze evaluatie te gebruiken om de strategieën, doelstellingen en procedures van onze

de nos opérations militaires actuelles, et futures éventuelles, à l'étranger;

3. de clarifier et d'évaluer le rôle et le positionnement de la Belgique au sein de l'OTAN lors de l'élaboration de la stratégie pour l'Afghanistan et d'évaluer l'équilibre des pouvoirs entre les pays membres de l'OTAN;

4. d'insister sur une meilleure coordination, au niveau européen, dans la réaction à la crise afghane sur le plan diplomatique, consulaire et humanitaire;

5. d'encourager la création d'une force d'intervention rapide européenne qui renforcerait la capacité de réaction des États membres et garantirait l'autonomie stratégique de l'Union européenne;

6. de faire pression sur les pays qui entretiennent de bonnes relations avec le régime des talibans ou qui ont une influence sur celui-ci, idéalement dans le cadre de l'Union européenne, afin que les droits de l'homme soient respectés en Afghanistan et qu'une politique inclusive puisse y être menée;

7. d'examiner dans quelle mesure l'aide internationale peut être utilisée comme levier pour inciter le nouveau régime des talibans à respecter les droits de l'homme et à mener une politique inclusive, et de défendre également cette position au niveau européen;

8. d'être attentif au risque d'éclosion de nouveaux foyers de terrorisme international en Afghanistan et de ne pas hésiter, si nécessaire, à entamer, au niveau international, un dialogue avec le nouveau régime des talibans à ce sujet;

9. de subordonner à tout moment les évolutions de l'actuel régime de sanctions et le degré des relations avec les talibans à la mesure dans laquelle ces derniers respectent les droits de l'homme, l'inclusivité et les mesures prises par leur gouvernement pour lutter contre le terrorisme;

10. de prêter une attention particulière à la protection des journalistes, des activistes, des magistrats et des chercheurs, ainsi qu'à la liberté de la presse en Afghanistan;

11. de maintenir aussi longtemps que nécessaire les renforts du consulat belge au Pakistan afin d'aider les Belgo-Afghans, les Afghans qui ont aidé la Belgique et les militants afghans des droits de l'homme qui sont menacés par les talibans à quitter le pays;

12. d'examiner au niveau européen comment il serait possible de poursuivre l'évacuation des ressortissants

huidige en eventuele toekomstige militaire operaties in het buitenland aan te passen;

3. de rol en de positionering van België binnen de NAVO bij de ontwikkeling van de strategie voor Afghanistan te verduidelijken en evalueren en het machtsevenwicht tussen de lidstaten binnen de NAVO te beoordelen;

4. aan te dringen op meer coördinatie op Europees niveau in de reactie op de crisis in Afghanistan op diplomatiek, consulaire en humanitaire vlak;

5. de oprichting van een Europese snelle-interventiemacht aan te moedigen, die het collectieve reactievermogen van de lidstaten zou versterken en de strategische autonomie van de Europese Unie zou waarborgen;

6. druk te zetten op landen die goede banden hebben met of invloed hebben op de Talibanregering, idealiter in EU-verband, opdat de mensenrechten in Afghanistan gerespecteerd worden en een inclusief beleid gevoerd wordt;

7. te onderzoeken in hoeverre internationale hulp gebruikt kan worden als hefboom om het nieuwe Talibanregime aan te zetten tot respect voor mensenrechten en een inclusief beleid, en dit ook te verdedigen op Europees niveau;

8. alert te zijn voor het risico op nieuwe broeihaarden van internationaal terrorisme in Afghanistan. Niet aarzelen om daarover indien nodig via het internationale niveau in dialoog te gaan met de nieuwe Talibanregering;

9. evoluties in het huidige sanctieregime en de mate van betrekkingen met de Taliban ten allen tijde afhankelijk te maken van de mate waarin zij respect tonen voor de mensenrechten, inclusiviteit en antiterrorismemaatregelen van hun regering;

10. bijzondere aandacht te besteden aan de bescherming van journalisten, activisten, magistraten en onderzoekers, en aan de persvrijheid in Afghanistan;

11. de versterking van het Belgisch consulaat in Pakistan zo lang als nodig aan te houden om de Afghaanse Belgen, Afghanen die België geholpen hebben, en Afghaanse mensenrechtenactivisten die door de Taliban bedreigd worden, te helpen het land te verlaten;

12. op Europees niveau te onderzoeken op welke manier de evacuatie van de resterende rechthebbende



restants (belges et afghans) qui y ont droit, notamment par une coopération européenne renforcée au niveau consulaire;

13. de veiller à ce que les droits des femmes et des jeunes filles soient au cœur de toutes les stratégies à l'égard de l'Afghanistan;

14. d'associer activement les femmes à toutes les initiatives bilatérales et multilatérales en la matière;

15. de faire explicitement référence au soutien aux femmes en Afghanistan dans le quatrième plan d'action national belge (2022-2026) pour la mise en œuvre de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité;

16. de veiller à ce que les organisations féministes et de défense des droits des femmes soient soutenues, de manière à ce qu'elles puissent poursuivre, voire intensifier leurs actions sur le terrain;

17. d'apporter une assistance spécifique et de dédier des programmes de protection humanitaire aux femmes afghanes qui sont victimes de violences ou risquent de l'être, ainsi qu'aux membres de leur famille qui les soutiennent;

18. de souligner, aux niveaux bilatéral et multilatéral et conformément au droit international, l'importance de protéger et de respecter les droits des minorités ethniques, religieuses et linguistiques en Afghanistan, telles que les Hazâras;

19. de souligner l'importance des droits spécifiques de la communauté LGBTQI:

a) en apportant un soutien aux organisations qui fournissent des listes de noms de personnes qui doivent être déportées;

b) en faisant du lobbying, dans le cadre d'éventuelles négociations avec les talibans, contre la peine de mort pour les personnes LGBT;

20. d'accroître les efforts internationaux visant à apporter une assistance directe à la population, sans que ce soit au détriment d'autres engagements envers d'autres pays;

21. d'encourager une meilleure coordination et une meilleure centralisation de l'aide internationale afin d'éviter la concurrence et les chevauchements entre les actions menées et d'assurer ainsi l'efficacité des projets réalisés, et ce, sans perdre de vue les besoins des agriculteurs afghans;

personen (Belgen en Afghanen) voortgezet kan worden, onder meer door een betere Europese samenwerking op consulaire niveau;

13. ervoor te zorgen dat de rechten van vrouwen en meisjes centraal staan in alle strategieën ten aanzien van Afghanistan;

14. vrouwen actief te betrekken bij alle bilaterale en multilaterale initiatieven in dit verband;

15. expliciet te verwijzen naar steun voor vrouwen in Afghanistan in het vierde nationale actieplan (2022-2026) voor de uitvoering van Resolutie 1325 "Vrouwen, vrede en veiligheid" door België;

16. ervoor te zorgen dat organisaties voor feminisme en vrouwenrechten worden gesteund, zodat zij hun acties ter plaatse kunnen voortzetten en zelfs intensiveren;

17. specifieke bijstand en humanitaire beschermingsprogramma's te bieden aan Afghaanse vrouwen die het slachtoffer zijn of dreigen te worden van geweld, en aan hun familieleden die hen steunen;

18. op bilateraal en multilateraal niveau het belang van bescherming van en respect voor de rechten van etnische, religieuze en taalminderheden in Afghanistan, zoals bijvoorbeeld de Hazara, te benadrukken in lijn met het internationaal recht;

19. het belang van de specifieke rechten van de LGBTQI-gemeenschap te benadrukken:

a) zorgen voor steun aan organisaties die lijsten verstrekken met namen van mensen die gedeporteerd moeten worden;

b) lobbyen bij eventuele besprekingen met de Taliban tegen de doodstraf voor LGBT-personen;

20. de internationale inspanningen om rechtstreekse hulp te verlenen aan de bevolking te vergroten zonder dat dit ten koste gaat van andere engagementen ten aanzien van andere landen;

21. een betere coördinatie en centralisatie van de internationale hulp aan te moedigen om concurrentie en overlapping tussen hun acties te voorkomen en aldus de doeltreffendheid van de uitgevoerde projecten te waarborgen en daarbij tevens de noden van de Afghaanse boeren niet uit het oog te verliezen;

22. de veiller à ce que le fait que l'aide humanitaire, notamment l'aide européenne, soit subordonnée au respect des droits de l'homme, des droits des minorités et des droits des femmes et des jeunes filles n'ait pas d'effets négatifs sur le soutien à la population locale;

23. de plaider, en cas d'augmentation du nombre de réfugiés dans les pays voisins de l'Afghanistan, en faveur de l'élaboration de programmes de réinstallation, et de participer à ces programmes de manière équitable afin de protéger les personnes les plus vulnérables. En cas d'urgence aiguë, cette participation devra se faire dans un esprit d'humanité et de solidarité;

24. d'investir, dans un cadre multilatéral européen et en coopération avec les associations de réfugiés, dans la qualité de l'accueil dans les pays tiers, tout en veillant au respect des droits de l'homme et de la dignité des réfugiés;

25. d'adapter la politique d'asile et de migration à l'égard des réfugiés et de leurs familles en fonction de la crise humanitaire et sécuritaire que traverse actuellement l'Afghanistan:

a) en donnant les moyens à Fedasil de prendre en charge les Afghans ayant introduit une nouvelle demande de protection après juillet 2021;

b) en facilitant le dépôt de demandes de visas de regroupement familial et de visas humanitaires, et ce, en permettant que ces demandes puissent également être introduites directement auprès de l'Office des étrangers à partir de la Belgique, en renforçant les services consulaires à l'ambassade de Belgique à Islamabad et en abaissant les seuils financiers et administratifs faisant obstacle au regroupement familial;

c) en continuant à suspendre les décisions de renvoi vers l'Afghanistan tant que persiste l'incertitude quant à la situation en matière de sécurité et de droits de l'homme dans ce pays;

26. d'adopter une position proactive forte au niveau européen en vue de défendre les droits de l'homme dans le cadre de la politique de gestion des frontières de l'Union européenne:

a) en préconisant la mise en place de voies sûres et légales permettant aux demandeurs d'asile afghans de trouver refuge sur le territoire de l'UE, notamment par le biais de la réinstallation, du visa humanitaire et du regroupement familial;

22. ervoor te zorgen dat de conditionering van de humanitaire hulp, met name de Europese hulp, aan de eerbiediging van de mensenrechten, de rechten van minderheden en de rechten van vrouwen en meisjes geen negatieve gevolgen heeft voor de steun aan de lokale bevolking;

23. indien er een stijging van het aantal vluchtelingen plaatsvindt naar de buurlanden van Afghanistan, te pleiten voor en op een billijke manier deel te nemen aan hervestigingsprogramma's om de meest kwetsbaren te beschermen. Dit vanuit een menselijke en solidaire opstelling in geval van een acute noodsituatie;

24. te investeren, in Europees multilateraal verband en in samenwerking met vluchtelingenorganisaties, in de kwaliteit van de opvang in derde landen en er tegelijkertijd voor te zorgen dat de mensenrechten en de waardigheid van de vluchtelingen worden geëerbiedigd;

25. het asielbeleid en migratiebeleid ten aanzien van vluchtelingen en hun familieleden te laten aansluiten bij de humanitaire- en veiligheids crisis die zich momenteel in Afghanistan voordoet:

a) Fedasil in opvang te laten voorzien voor Afghanen die na juli 2021 een volgende vraag tot bescherming hebben ingediend;

b) faciliteren van de indiening van aanvragen voor visa voor gezinshereniging en humanitaire visa door toe te staan dat deze ook vanuit België rechtstreeks bij de Dienst Vreemdelingenzaken worden ingediend, door de consulaire dienstverlening op de Belgische ambassade in Islamabad te versterken en door de financiële en administratieve drempels voor gezinshereniging te verlagen;

c) zolang de onduidelijkheid over de veiligheids- en mensenrechtensituatie in Afghanistan aanhoudt, de terugkeerbeslissingen naar Afghanistan te blijven opschorten;

26. een sterke proactieve positie in te nemen op Europees niveau ter bescherming van de mensenrechten in het Europees grensbeleid:

a) pleiten voor de totstandbrenging van veilige en legale vluchtroutes tot het grondgebied van de EU voor Afgaanse asielzoekers, met name via hervestiging, humanitaire visa en gezinshereniging;

b) en préconisant l'arrêt immédiat des refoulements (pushbacks);

c) en soutenant la création d'un mécanisme de contrôle de la politique de gestion des frontières de l'Union européenne destiné à vérifier que les droits de l'homme sont respectés.

8 septembre 2021

Guillaume DEFOSSÉ (Ecolo-Groen)  
Eva PLATTEAU (Ecolo-Groen)  
Wouter DE VRIENDT (Ecolo-Groen)  
Simon MOUTQUIN (Ecolo-Groen)  
Séverine de LAVELEYE (Ecolo-Groen)  
Julie CHANSON (Ecolo-Groen)  
Samuel COGOLATI (Ecolo-Groen)

b) pleiten voor de onmiddellijke stopzetting van pushbacks;

c) pleiten voor de oprichting van een monitoringmechanisme van het Europees grensbeleid ten einde de eerbiediging van de mensenrechten te controleren.

8 september 2021